

Compte rendu autour de la mobilisation du CTL du 8 septembre 2015

Aujourd'hui, mardi 8 septembre 2015, la direction locale a décidé de convoquer un Comité Technique Local (CTL) afin de valider plusieurs opérations de restructuration dans le réseau départemental DGFIP du Lot et Garonne.

L'ordre du jour était le suivant :

- ↪ Fermeture des trésoreries de Villeréal – Duras – Mézin au 01/01/2016.
- ↪ Transfert du SIE de Tonneins vers Marmande.
- ↪ Transfert du recouvrement de la trésorerie d'Aiguillon vers le SIP de Tonneins.
- ↪ Transfert de l'activité hospitalière des trésoreries de Fumel et Nérac vers Agen.
- ↪ Transfert de la gestion de plusieurs collectivités (Pailloles et Buzet s/ Baïse)

L'intersyndicale avait décidé de boycotter ce CTL et d'appeler à un rassemblement devant la direction départementale à 9 h pour marquer son opposition face à cette nouvelle vague de restructurations. Au rassemblement étaient aussi conviés les élus territoriaux.

Plusieurs d'entre eux (maires, attaché parlementaire, conseiller départemental, adjoint au maire, ...), de toute tendance politique, étaient présents à nos côtés devant la direction. Ils avaient décidé de venir défendre le service public de proximité dans le Lot et Garonne.

Le directeur départemental, Monsieur GUYOT, a accepté de recevoir les élus mais a refusé qu'ils soient accompagnés des responsables de l'intersyndicale, « ne souhaitant pas mélanger les genres ».

Durant 2 heures, le directeur a tenté d'argumenter sur le bien fondé des décisions qu'il avait prises dans le département en matière de réformes et de restructurations. Face à l'opposition ferme de plusieurs élus, il a fini par admettre qu'il n'avait pas le choix et qu'il était contraint par les orientations du ministère et de la direction générale.

A la sortie de cette audience, les élus et l'intersyndicale n'ont constaté aucune avancée significative dans les propositions du directeur.

Devant ce statu quo, les élus ont réaffirmé leur détermination et leur volonté à continuer de défendre le réseau de la DGFIP et les services publics dans leur ensemble, aux côtés de l'intersyndicale.

Rendez-vous est pris pour de nouvelles actions conjointes afin d'amplifier la mobilisation.

En ce sens, l'intersyndicale va accentuer ses échanges et sa communication vers les élus territoriaux.

De leur côté, les élu(es) présents ont décidé de relayer auprès des autres élu(es) la nécessité d'une mobilisation la plus large possible des élu(es) de la république pour faire barrage aux décisions arbitraires remettant en cause l'existence du réseau financier dans le Lot et Garonne.

**Aucune décision n'étant définitivement validée à ce jour par le ministre
(propos de la direction locale, dans l'article paru dans Sud-ouest le 4 septembre 2015),**

il faut continuer à résister !